

ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE – RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR D'AUTRES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)

À sa réunion des 14 et 15 juin 2023, le Conseil des ADPIC est convenu d'inviter les organisations intergouvernementales ayant le statut d'observateur au Conseil à actualiser les renseignements concernant leurs programmes de coopération technique et financière qui intéressent la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC.

Le présent document reproduit les renseignements que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a fournis dans une communication datée du 10 octobre 2023.

1 INTRODUCTION

1. La présente communication résume les activités de coopération technique menées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en matière de santé publique, d'innovation et de propriété intellectuelle depuis la présentation du rapport précédent, en octobre 2022 (document IP/C/R/TC/WHO/3). Pour l'OMS, l'objectif global de la coopération technique est de renforcer la capacité des pays en développement dans les domaines de l'innovation liée à la santé, de l'accès en temps utile aux médicaments et de la gestion de la propriété intellectuelle de façon à favoriser au maximum la santé publique.

2. La coopération technique de l'OMS est fondée sur le mandat défini dans la Stratégie mondiale et Plan d'action pour la santé publique, l'innovation et la propriété intellectuelle, et dans les résolutions et décisions pertinentes de l'Assemblée mondiale de la santé, y compris la résolution WHA72.8 intitulée "Améliorer la transparence des marchés de médicaments, de vaccins et d'autres produits sanitaires"¹, la résolution WHA73.1 intitulée "Riposte à la COVID-19"², la résolution WHA74.6 intitulée "Renforcer la production locale de médicaments et d'autres technologies sanitaires pour en améliorer l'accès"³ et la résolution WHA75.14 sur la prolongation de la "Stratégie mondiale et Plan d'action pour la santé publique, l'innovation et la propriété intellectuelle" de 2022 à 2030.⁴

3. Dans la résolution WHA74.6, la soixante-quatrième Assemblée mondiale de la santé a insisté sur la nécessité d'améliorer l'accès à des médicaments et à d'autres technologies sanitaires de qualité, sûrs, efficaces et abordables, entre autres grâce à la création de communautés de brevets volontaires et d'autres initiatives volontaires, telles que le Groupement d'accès aux technologies contre la COVID-19 (C-TAP) de l'OMS, l'appui à ce type d'initiatives et la coopération avec elles. Cette résolution demandait au Directeur général de l'OMS, entre autres, de continuer à fournir sur demande, selon qu'il conviendra et en collaboration avec d'autres organisations internationales compétentes, comme l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), un soutien technique, y compris pour les processus politiques et pour les pays qui ont l'intention de recourir aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC, y compris les

¹ https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA72/A72_R8-fr.pdf

² https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA73/A73_R1-fr.pdf

³ https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA74/A74_R6-fr.pdf

⁴ https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA75/A75_R14-fr.pdf

flexibilités prévues par la Déclaration ministérielle de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique, afin de promouvoir l'accès aux produits pharmaceutiques.⁵

4. L'OMS, au niveau du siège et de ses bureaux régionaux et nationaux, travaille en étroite collaboration avec des organisations internationales compétentes sur des sujets liés à l'interface entre la santé publique, l'innovation, la propriété intellectuelle et le commerce. L'OMS a demandé le soutien et la collaboration sans réserve de l'OMPI, de l'OMC et des autres organisations internationales pour assurer la mise en œuvre efficace et effective de certaines actions prioritaires de l'examen programmatique général de la Stratégie et du Plan d'action mondiaux pour la santé publique, l'innovation et la propriété intellectuelle (GSPA-PHI). Les activités sont axées sur l'orientation technique, le transfert de technologie, la fabrication locale, le renforcement des capacités et la formation, et l'assistance technique directe aux pays. L'OMS, l'OMPI et l'OMC ont travaillé en étroite collaboration pour répondre aux défis posés par la pandémie de COVID-19 par rapport au cadre intégré de politiques en matière de santé, de commerce et de PI, y compris l'accès équitable aux technologies sanitaires liées à la COVID-19 comme les médicaments, les vaccins, les dispositifs médicaux et les produits de diagnostic.

5. À la suite à la déclaration du Directeur général de l'OMS selon laquelle la COVID-19 ne constitue plus une urgence de santé publique d'intérêt international, les trois organisations ont continué à collaborer pour assurer un état de préparation et une réponse efficace aux pandémies futures.⁶

2 UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE LA SANTÉ, DU COMMERCE ET DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE POUR FAIRE FACE A LA PANDÉMIE DE COVID-19

6. Le 14 juillet 2023, l'OMS, l'OMPI et l'OMC ont publié la deuxième mise à jour de l'extrait "Une approche intégrée de la santé, du commerce et de la PI pour faire face à la pandémie de COVID-19".⁷ Cet extrait présente les défis posés par la COVID-19 par rapport au cadre intégré de politiques en matière de santé, de commerce et de propriété intellectuelle établi dans la deuxième édition de l'étude trilatérale intitulée "Promouvoir l'accès aux technologies médicales et l'innovation".⁸ La mise à jour contient les faits nouveaux survenus jusqu'au 17 mai 2023 et couvre un certain nombre de sujets, dont l'impact de la COVID-19 sur les systèmes de santé et les réponses au niveau mondial, les défis au niveau des politiques, la satisfaction de la demande de technologies médicales et de services médicaux, le commerce international, les aspects touchant à la propriété intellectuelle, les initiatives internationales visant à soutenir la recherche et le développement et l'accès équitable, les réponses réglementaires, la transparence et la cartographie de la voie à suivre. La mise à jour souligne également les mesures liées à la propriété intellectuelle que les pays développés et les pays en développement ont mis en œuvre pour faciliter l'accès aux technologies de la santé liées à la COVID-19 pendant la pandémie.

3 COOPÉRATION ACCRUE AFIN DE FACILITER L'ACCÈS AUX TECHNOLOGIES MÉDICALES PARTOUT DANS LE MONDE AFIN DE LUTTER CONTRE LA PANDÉMIE DE COVID-19 ET DE SE PRÉPARER AUX PANDÉMIES FUTURES

7. Les Directeurs généraux de l'OMS, de l'OMPI et de l'OMC sont convenus d'organiser des ateliers pratiques de renforcement des capacités au niveau technique afin d'améliorer la circulation d'informations actualisées sur l'évolution actuelle de la pandémie et les mesures prises pour parvenir à un accès équitable aux technologies de la santé permettant de lutter contre la COVID-19.⁹ Le 28 octobre 2022 a eu lieu le troisième atelier d'une série intitulée "Atelier OMS-OMPI-OMC sur l'innovation et l'accès aux outils de diagnostic pour la COVID-19 et au-delà". Lors de cet atelier tenu sous forme virtuelle et axé sur les diagnostics – en particulier les diagnostics *in vitro* – le débat a porté sur les défis, les possibilités et la voie à suivre pour garantir l'innovation et l'accès aux diagnostics. Il visait, entre autres, à renforcer les capacités des décideurs et des experts des

⁵ https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA74/A74_R6-fr.pdf

⁶ [https://www.who.int/fr/news/item/05-05-2023-statement-on-the-fifteenth-meeting-of-the-international-health-regulations-\(2005\)-emergency-committee-regarding-the-coronavirus-disease-\(covid-19\)-pandemic](https://www.who.int/fr/news/item/05-05-2023-statement-on-the-fifteenth-meeting-of-the-international-health-regulations-(2005)-emergency-committee-regarding-the-coronavirus-disease-(covid-19)-pandemic)

⁷ <https://www.who.int/publications/m/item/an-integrated-health--trade-and-ip-approach-to-respond-to-the-covid-19-pandemic---second-update--may-2023>

⁸ https://www.who-wipo-wto-trilateral.org/files/wipo_pub_628_2020_fr.pdf

⁹ https://www.wipo.int/pressroom/fr/articles/2021/article_0006.html

gouvernements membres à évaluer les dispositifs médicaux et les technologies de diagnostic et thérapeutiques en réponse à la COVID-19.¹⁰

8. Le 16 décembre 2022, l'OMS, l'OMPI et l'OMC ont organisé un symposium technique conjoint sur le thème "Pandémie de COVID-19: réponse, préparation, résilience". Ce symposium était le neuvième d'une série de symposiums techniques organisés conjointement par les trois organisations. L'objectif du Symposium était d'examiner les principaux défis liés à la pandémie de COVID-19 rencontrés dans les cadres de la santé, du commerce et de la propriété intellectuelle (PI), et de réfléchir aux moyens de renforcer la résilience pour être mieux préparés aux pandémies futures. Cette activité a eu lieu en mode hybride au siège de l'OMPI.¹¹

9. Le 27 juin 2023, l'OMS, l'OMPI et l'OMC ont organisé conjointement un webinaire sur le "Transfert de technologie du point de vue des praticiens". Ce webinaire concret de renforcement des capacités était le quatrième d'une série d'ateliers trilatéraux et s'est inspiré des données d'expérience et des perspectives des professionnels du transfert de technologie qui travaillent sur le terrain. Il visait à renforcer les capacités des décideurs et des experts de parvenir à un accès équitable aux technologies de la santé permettant de lutter contre la COVID-19 et d'être mieux préparés pour les pandémies à venir. L'événement a été accueilli par l'OMC.¹²

10. Les trois organisations continuent d'intensifier leur coopération en organisant régulièrement des réunions de coordination aux niveaux technique, des directeurs ainsi que des sous-directeurs et des DGA. En outre, le 12 septembre 2023, les Directeurs généraux de l'OMS, de l'OMPI et de l'OMC se sont réunis à Genève pour définir les orientations futures de la coopération trilatérale. Il s'agissait de leur troisième réunion depuis le début de la pandémie de COVID-19. Les Directeurs généraux sont convenus de réorienter la coopération trilatérale, qui ne sera plus axée sur la réponse à la pandémie de COVID-19, mais sur l'accroissement et l'élargissement du soutien apporté en vue de parvenir à une utilisation plus efficace et durable des flexibilités prévues dans l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), le but étant d'améliorer l'accès aux technologies de la santé et d'être mieux préparés pour les pandémies à venir. Pour rendre compte de cette orientation élargie de la coopération trilatérale et pour répondre aux besoins en constante évolution des Membres, ils ont décidé que la Plateforme d'assistance technique OMS-OMPI-OMC sur la COVID-19 porterait également sur des questions non liées à la COVID-19. Compte tenu des multiples crises provoquées par les changements climatiques, la dégradation de l'environnement et la perte de biodiversité, ainsi que de leurs conséquences sur la santé humaine, ils ont décidé de faire des changements climatiques et de la santé humaine le thème de la prochaine session de leur série de symposiums trilatéraux de haut niveau.¹³

4 OCTROI DE LICENCES AXÉES SUR L'ACCÈS ET GROUPEMENT D'ACCÈS AUX TECHNOLOGIES CONTRE LA COVID-19 (C-TAP)

11. Depuis sa création par l'OMS en mai 2020, le Groupement d'accès aux technologies contre la COVID-19 (C-TAP) a donné la priorité à l'engagement auprès des détenteurs de technologie pour encourager le partage de la propriété intellectuelle, du savoir-faire et des données afin de promouvoir l'accès équitable, au niveau mondial, aux vaccins, traitements, produits de diagnostic et autres dispositifs médicaux contre la COVID-19. En juillet 2023, sous les auspices du C-TAP, le Medicines Patent Pool (MPP) a signé un accord de licence valable pour le monde entier avec "Medigen Vaccine Biologics Corp" concernant un vaccin contre la COVID-19 basé sur la séquence de la protéine Spike de la COVID-19 sous licence obtenue auprès des Instituts nationaux de la santé des États-Unis (NIH).¹⁴ Plus de trois millions de doses du vaccin ont été administrées dans sept pays.¹⁵ Il s'agit de la première licence transparente, mondiale et non exclusive accordée pour un vaccin contre la COVID-19 et de la première technologie sanitaire mise au point par une société privée et intégrée dans le C-TAP.

¹⁰ [10 \[https://www.who.int/news-room/events/detail/2022/10/28/default-calendar/who-wipo-wto-workshop---innovation-and-access-to-diagnostics-for-covid-19-and-beyond#:~:text=The%20World%20Health%20Organization%20\\(WHO,Geneva%20time\\)%20in%20virtual%20format\]\(https://www.who.int/news-room/events/detail/2022/10/28/default-calendar/who-wipo-wto-workshop---innovation-and-access-to-diagnostics-for-covid-19-and-beyond#:~:text=The%20World%20Health%20Organization%20\(WHO,Geneva%20time\)%20in%20virtual%20format\)](https://www.who.int/news-room/events/detail/2022/10/28/default-calendar/who-wipo-wto-workshop---innovation-and-access-to-diagnostics-for-covid-19-and-beyond#:~:text=The%20World%20Health%20Organization%20(WHO,Geneva%20time)%20in%20virtual%20format)

¹¹ [11 \[https://www.wipo.int/meetings/fr/details.jsp?meeting_id=72248\]\(https://www.wipo.int/meetings/fr/details.jsp?meeting_id=72248\)](https://www.wipo.int/meetings/fr/details.jsp?meeting_id=72248)

¹² [12 \[https://cdn.who.int/media/docs/default-source/essential-medicines/intellectual-property/trilateral-webinar-on-technology-transfer-programme-27june2023.pdf?sfvrsn=cec74276_1\]\(https://cdn.who.int/media/docs/default-source/essential-medicines/intellectual-property/trilateral-webinar-on-technology-transfer-programme-27june2023.pdf?sfvrsn=cec74276_1\)](https://cdn.who.int/media/docs/default-source/essential-medicines/intellectual-property/trilateral-webinar-on-technology-transfer-programme-27june2023.pdf?sfvrsn=cec74276_1)

¹³ [13 \[https://www.wto.org/french/news_f/news23_f/igo_13sep23_f.htm\]\(https://www.wto.org/french/news_f/news23_f/igo_13sep23_f.htm\)](https://www.wto.org/french/news_f/news23_f/igo_13sep23_f.htm)

¹⁴ [14 <https://www.who.int/initiatives/covid-19-technology-access-pool/medigen-license-to-c-tap>](https://www.who.int/initiatives/covid-19-technology-access-pool/medigen-license-to-c-tap)

¹⁵ [15 <https://www.who.int/fr/news/item/29-08-2023-who-initiative-signs-new-licensing-agreements-on-covid-19-technologies>](https://www.who.int/fr/news/item/29-08-2023-who-initiative-signs-new-licensing-agreements-on-covid-19-technologies)

12. En juillet 2023, sous les auspices du C-TAP, le MPP a signé un accord de licence valable pour le monde entier avec le Conseil supérieur espagnol de la recherche scientifique (CSIC) concernant un vaccin contre la COVID-19 fondé sur la souche virale "Modified Vaccinia Virus Ankara" (MVA), exprimant une protéine Spike de pleine longueur du SARS-CoV-2 stabilisée en conformation préfusion et appelé MVA-CoV2-S(3P) (vaccin contre la COVID-19 du CSIC).¹⁶ Il s'agit de la deuxième technologie sanitaire mise au point par le CSIC et intégrée dans le C-TAP.

13. En juillet 2023, sous les auspices du C-TAP, le MPP a signé un accord de licence valable pour le monde entier avec l'Université du Chili concernant un système de quantification des anticorps neutralisants (NABs) contre le SARS-CoV-2. Ce diagnostic peut être utilisé dans des installations utilisant des mesures de contrôle renforcées semblables à celles en vigueur dans les laboratoires de sécurité biologique de niveau 2 (BSL-2).¹⁷ L'accord couvre le transfert de tous les savoir-faire, protocoles et matériels biologiques nécessaires à la fabrication du test de diagnostic.

14. En août 2023, le C-TAP a établi une base de données pour présente des informations détaillées sur certains traitements, diagnostics, vaccins et autres produits de santé utilisés dans la lutte contre la COVID-19 et d'autres maladies endémiques.¹⁸ Cette base de données accessible au public comprend, entre autres choses, des renseignements sur les essais cliniques, les brevets et les licences, les fabricants et le statut réglementaire des principaux produits de santé afin d'éclairer la prise de décisions. Conformément à la résolution de l'OMS sur la transparence, elle contribue au renforcement des travaux de l'OMS visant à promouvoir la transparence des données tout au long de la chaîne de valeur pour les produits sanitaires afin de mettre en place une couverture sanitaire universelle.¹⁹ Elle permet également de soutenir les efforts actuellement déployés pour déterminer la situation des brevets portant sur des produits sanitaires, dans le droit fil de la Stratégie et du Plan d'action mondiaux (GSPA-PHI).

15. Afin de mettre en place un transfert volontaire de technologies sanitaires additionnelles, le C-TAP collabore avec l'Université du Cap, une université de recherche publique basée au Cap (Afrique du Sud) ainsi qu'avec le Sree Chitra Tirunal Institute for Medical Sciences and Technology (SCTIMST), une institution d'importance nationale relevant du Département de la science et de la technologie en Inde. Il s'agit de favoriser la coopération et la compréhension en vue d'un transfert efficace des technologies de santé essentielles créées par ces établissements de recherche réputés. Le transfert des technologies pourrait revêtir la forme de droits de propriété intellectuelle, de connaissances et/ou de données et peut inclure les activités de formation, de renforcement des capacités, de conseils techniques et logistiques et de soutien.

16. L'OMS a lancé une étude intitulée "Stratégies pour faciliter le partage des technologies et des connaissances". Cette étude vise à promouvoir l'engagement des détenteurs de technologies avec le C-TAP en faveur du partage des technologies de santé essentielles à un accès équitable au niveau mondial. Le secrétariat de l'OMS a administré un questionnaire destiné aux États membres afin d'identifier les législations, réglementations, lignes directrices et procédures susceptibles d'être modifiées ou mises en place afin d'encourager le partage des technologies de la santé. L'étude résume les réponses des États membres et analyse les mesures possibles qui pourraient être mises en œuvre au niveau national pour encourager la participation des détenteurs de technologie au C-TAP. L'analyse faite dans cette étude a pour objet d'informer tous les acteurs impliqués dans le processus d'introduction ou de modification des législations, réglementations, lignes directrices et procédures afin de mettre en place des incitations en faveur du transfert volontaire des technologies de santé essentielles pour réduire les effets désastreux des situations d'urgence sanitaire au niveau mondial.

17. L'OMS a entrepris un examen du C-TAP pour évaluer les succès obtenus, les difficultés rencontrées et les domaines d'amélioration possibles du mécanisme sur la base des expériences enregistrées à ce jour. L'examen concernait notamment la mission et la portée du C-TAP, la structure de gouvernance et le modèle d'exploitation, l'engagement des parties prenantes et les résultats – tant d'une manière globale qu'en ce qui concerne l'ensemble des dimensions développement des technologies – octroi de licences – transfert/mise à échelle des technologies/accès à celles-ci.

¹⁶ <https://www.who.int/initiatives/covid-19-technology-access-pool/csic-license-to-c-tap>

¹⁷ <https://www.who.int/initiatives/covid-19-technology-access-pool/university-of-chile-license-to-c-tap>

¹⁸ <https://www.who.int/news/item/29-08-2023-who-initiative-signs-new-licensing-agreements-on-covid-19-technologies>; <https://tap-database.who.int>

¹⁹ https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA72/A72_R8-fr.pdf

L'examen visait également à renseigner le rôle que pourrait jouer un modèle de C-TAP évolué pour répondre aux pandémies futures et à d'autres questions de santé publique dans le cadre plus général de l'écosystème des produits de santé, afin de promouvoir les synergies et de renforcer l'impact collectif. L'OMS s'emploie à communiquer les conclusions de l'examen du C-TAP et le modèle proposé pour une version évoluée du groupement d'accès aux technologies. Les parties prenantes auront la possibilité de formuler des observations sur un document conceptuel, y compris le processus et les délais de sa mise en œuvre.

18. Le 11 avril 2023, l'OMS a publié, conjointement avec Unitaïd et avec le soutien de Medicines Law & Policy, un document d'information à l'intention des États membres sur le thème "Améliorer l'accès aux nouveaux traitements contre la COVID-19".²⁰ Ce document explique certains des instruments juridiques que les États membres de l'OMS peuvent utiliser pour promouvoir la santé publique et l'accès aux traitements contre la COVID-19, dans le cadre de leurs obligations et droits commerciaux multilatéraux et compte tenu de leurs législations nationales et de leur niveau de développement. Il vise à aider les pays qui rencontrent des difficultés à l'intersection de la santé publique et de la propriété intellectuelle, à améliorer l'accès à de nouveaux traitements contre la COVID-19 et à faciliter la recherche de sources d'approvisionnement alternatives et plus abordables pour ces traitements, lorsque cela est possible. Les États membres devraient utiliser tous les outils dont ils disposent, y compris les licences volontaires, pour surmonter les obstacles liés à la propriété intellectuelle. Les pays qui ne sont pas couverts par des licences volontaires sont encouragés à utiliser pleinement les flexibilités prévues dans l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC) et dans la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique.

5 CENTRE DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE POUR LES VACCINS À ARNm

19. Le centre de transfert de technologie pour les vaccins à ARNm a été créé en juillet 2021 par l'OMS, conjointement avec des partenaires et un consortium sud-africain en vue de renforcer les capacités des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire à produire des vaccins à ARNm, favorisant ainsi un accès équitable dans les régions mal desservies.²¹ Afrigen Biologics and Vaccines – un membre du consortium chargé d'établir une technologie de production de vaccins à ARNm – est parvenu à mettre en place un processus de fabrication de vaccins contre la COVID-19 au niveau du laboratoire.²² Les premiers lots du vaccin candidat contre la COVID-19 AfriVac 2121 ont déjà été produits. Le vaccin est actuellement amené à un niveau approprié pour des essais cliniques des phases 1 et 2. En avril 2023, l'OMS et les partenaires ont inauguré le centre de transfert de la technologie à ARNm dans les locaux d'Afrigen pour la phase suivante du développement des vaccins à ARNm. En parallèle, Afrigen poursuit le transfert de technologies vers les partenaires du réseau et continue d'assurer leur formation.

20. En mai 2023, l'OMS et la République de Corée ont signé un mémorandum d'accord en vue d'établir un centre mondial de formation à la biofabrication.²³ Ce centre de formation mondial a été créé à l'intention de tous les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire qui souhaitent produire des produits biologiques, tels que des vaccins, de l'insuline, des anticorps monoclonaux et des médicaments contre le cancer. Cette initiative contribuera à la création d'une main-d'œuvre qualifiée dotée de compétences uniques en matière de biofabrication. La plate-forme mondiale de formation pour la biofabrication complétera les formations dispensées par le centre de transfert de technologie pour les vaccins à ARNm en Afrique du Sud.

6 DISPOSITIF POUR ACCÉLÉRER L'ACCÈS AUX OUTILS DE LUTTE CONTRE LA COVID-19 (ACT-A)

21. En juillet 2022, le Conseil de facilitation de l'Accélérateur ACT a commandé une évaluation externe indépendante de l'Accélérateur ACT dans le but d'apprendre de l'expérience acquise dans le cadre de ce dispositif et d'identifier les principaux enseignements tirés pour la préparation et la

²⁰ <https://www.who.int/fr/publications/m/item/improving-access-to-novel-covid-19-treatments>

²¹ <https://www.who.int/fr/initiatives/the-mrna-vaccine-technology-transfer-hub>

²² <https://www.who.int/fr/news/item/20-04-2023-mrna-technology-transfer-programme-moves-to-the-next-phase-of-its-development>

²³ <https://www.who.int/fr/news/item/26-05-2023-who-and-republic-of-korea-sign-landmark-agreement-to-boost-biomanufacturing-capacity>

réponse aux futures pandémies.²⁴ L'évaluation visait également à fournir des renseignements pour l'élaboration de solutions institutionnelles en vue de favoriser un accès mondial équitable aux contre-mesures médicales à l'avenir. Elle a été effectuée entre le 11 juillet et le 10 octobre 2022. Elle a permis de recueillir des contributions de pays, d'organisations régionales, d'organismes parties prenantes de l'Accélérateur ACT, d'organisations de la société civile, de milieux universitaires et du secteur privé.²⁵ En plus des principales conclusions, l'évaluation a mis en avant les enseignements tirés des expériences concernant l'Accélérateur ACT, à savoir la nécessité de renforcer la coordination en matière de recherche et développement, d'établir une plate-forme de financement conditionnel pour les contre-mesures médicales, d'améliorer le fonctionnement au niveau mondial, et de renforcer les capacités de fabrication régionales ainsi que les systèmes de santé.

22. En octobre 2022, alors que la pandémie de COVID-19 diminuait, des modifications ont été apportées à la configuration et au mode de fonctionnement de l'Accélérateur ACT.²⁶ La transition visait à aider les pays à lutter contre la COVID-19 à long terme, notamment en veillant à ce qu'ils aient un accès durable aux vaccins, aux tests et aux traitements nécessaires pour contrôler le virus SARS-CoV-2. Entre autres choses, le Conseil de facilitation de l'Accélérateur ACT a été mis en veille et ses principales fonctions sont assurées par le Groupe spécial de suivi et de surveillance de l'Accélérateur ACT nouvellement créé. Le plan de transition a défini trois domaines essentiels pour la prochaine phase des travaux de l'Accélérateur ACT, à savoir mettre l'accent sur les activités de recherche-développement et de façonnage du marché pour constituer une nouvelle réserve d'outils de lutte contre la COVID-19; mettre en place des arrangements institutionnels à plus long terme pour un accès durable aux outils de lutte contre la COVID-19; et concentrer les travaux de distribution sur l'introduction de nouveaux produits et la protection des populations prioritaires, à l'appui des objectifs nationaux et internationaux visés.²⁷ En mai 2023, l'Accélérateur ACT a fait état des progrès réalisés par ses organismes partenaires dans la mise en œuvre de ces objectifs de transition.²⁸

7 PLATE-FORME DE CONTRE-MESURES MÉDICALES POUR LUTTER CONTRE LES PANDÉMIES

23. En février 2023, l'OMS a lancé un processus de conception et de consultation concernant une nouvelle plate-forme de contre-mesures médicales pour lutter contre les pandémies dans le but de mettre à profit les expériences et les enseignements tirés de l'Accélérateur ACT, du Cadre de préparation à la grippe pandémique et d'autres initiatives interorganismes pertinentes axées sur les maladies à potentiel épidémique.²⁹ L'un des objectifs majeurs de ce processus est de faciliter la convergence des nombreuses discussions parallèles en cours sur l'amélioration de l'accès aux contre-mesures, afin que tous ces efforts soient faits dans un but commun. Le processus de consultation englobera trois questions clés, qui sont essentielles à la conception d'une future plate-forme de contre-mesures médicales: la gouvernance, le modèle d'exploitation et l'augmentation du financement.

24. Après une phase initiale dédiée au prototypage, un groupe consultatif de haut niveau, composé de hauts fonctionnaires et de représentants de pays, d'organisations et d'organismes internationaux, d'entreprises, d'entités régionales et de la société civile, poursuivra les consultations en vue de parvenir à une convergence sur une nouvelle plate-forme "de travail".³⁰

²⁴ [https://www.who.int/publications/m/item/external-evaluation-of-the-access-to-covid-19-tools-accelerator-\(act-a\)](https://www.who.int/publications/m/item/external-evaluation-of-the-access-to-covid-19-tools-accelerator-(act-a))

²⁵ [https://www.who.int/publications/m/item/external-evaluation-of-the-access-to-covid-19-tools-accelerator-\(act-a\)](https://www.who.int/publications/m/item/external-evaluation-of-the-access-to-covid-19-tools-accelerator-(act-a))

²⁶ [https://www.who.int/publications/m/item/act-accelerator-transition-plan-\(1-oct-2022-to-31-mar-2023\)](https://www.who.int/publications/m/item/act-accelerator-transition-plan-(1-oct-2022-to-31-mar-2023))

²⁷ [https://www.who.int/publications/m/item/act-accelerator-transition-plan-\(1-oct-2022-to-31-mar-2023\)](https://www.who.int/publications/m/item/act-accelerator-transition-plan-(1-oct-2022-to-31-mar-2023))

²⁸ <https://www.who.int/publications/m/item/act-accelerator-transition-report>

²⁹ https://cdn.who.int/media/docs/default-source/documents/emergencies/countermeasures-platform_who-consultative-process---concept.pdf?sfvrsn=7f23de34_2

³⁰ <https://www.who.int/news-room/articles-detail/who-design-and-consultation-process-on-a-new-medical-countermeasures-platform-for-pandemics>

ANNEX¹

Name of programme or project	WHO, WIPO, WTO Workshop on Innovation and Access to diagnostics for COVID-19 and beyond
Date and end date	28 October 2022 - 28 October 2022
Beneficiary Member(s) or observer(s)	Afghanistan; Albania; Algeria; Andorra; Angola; Antigua and Barbuda; Argentina; Armenia; Australia; Austria; Azerbaijan; Bahamas; Kingdom of Bahrain; Bangladesh; Barbados; Belarus; Belgium; Belize; Benin; Bhutan; Plurinational State of Bolivia; Bosnia and Herzegovina; Botswana; Brazil; Brunei Darussalam; Bulgaria; Burkina Faso; Burundi; Cabo Verde; Cambodia; Cameroon; Canada; Central African Republic; Chad; Chile; China; Colombia; Comoros; Congo; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Croatia; Cuba; Curaçao; Cyprus; Czech Republic; Democratic Republic of the Congo; Denmark; Djibouti; Dominica; Dominican Republic; Ecuador; Egypt; El Salvador; Equatorial Guinea; Estonia; Eswatini; Ethiopia; European Union; Fiji; Finland; France; Gabon; The Gambia; Georgia; Germany; Ghana; Greece; Grenada; Guatemala; Guinea; Guinea-Bissau; Guyana; Haiti; Honduras; Hong Kong, China; Hungary; Iceland; India; Indonesia; Iran; Iraq; Ireland; Israel; Italy; Jamaica; Japan; Jordan; Kazakhstan; Kenya; Republic of Korea; the State of Kuwait; Kyrgyz Republic; Lao People's Democratic Republic; Latvia; Lebanese Republic; Lesotho; Liberia; Libya; Liechtenstein; Lithuania; Luxembourg; Macao, China; Madagascar; Malawi; Malaysia; Maldives; Mali; Malta; Mauritania; Mauritius; Mexico; Republic of Moldova; Mongolia; Montenegro; Morocco; Mozambique; Myanmar; Namibia; Nepal; Netherlands; New Zealand; Nicaragua; Niger; Nigeria; North Macedonia; Norway; Oman; Pakistan; Panama; Papua New Guinea; Paraguay; Peru; Philippines; Poland; Portugal; Qatar; Romania; Russian Federation; Rwanda; Saint Kitts and Nevis; Saint Lucia; Saint Vincent and the Grenadines; Samoa; Sao Tomé and Príncipe; Kingdom of Saudi Arabia; Senegal; Serbia; Seychelles; Sierra Leone; Singapore; Slovak Republic; Slovenia; Solomon Islands; Somalia; South Africa; South Sudan; Spain; Sri Lanka; Sudan; Suriname; Sweden; Switzerland; Syrian Arab Republic; The Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu; Tajikistan; Tanzania; Thailand; Timor-Leste; Togo; Tonga; Trinidad and Tobago; Tunisia; Türkiye; Turkmenistan; Uganda; Ukraine; United Arab Emirates; United Kingdom; United States of America; Uruguay; Uzbekistan; Vanuatu; Bolivarian Republic of Venezuela; Viet Nam; Yemen; Zambia; Zimbabwe
Brief description	The workshop, held virtually, was focused on diagnostics – specifically, in vitro diagnostics – and there were discussions on challenges, opportunities and the way forward to secure innovation and access to diagnostics.
Beneficiary institution or audience	
Technical cooperation provider(s)	WHO, WIPO, WTO
Outputs or impact	The workshop was aimed at strengthening the capacity of policymakers and experts in member governments to assess medical devices and diagnostics therapeutic technologies in response to COVID-19.

¹ En anglais seulement.

Name of programme or project	WHO, WIPO, WTO Workshop on Innovation and Access to diagnostics for COVID-19 and beyond
Website for further information	https://www.who.int/news-room/events/detail/2022/10/28/default-calendar/who-wipo-wto-workshop---innovation-and-access-to-diagnostics-for-covid-19-and-beyond#:~:text=The%20World%20Health%20Organization%20(WHO,Geneva%20time)%20in%20virtual%20format
Contact point for further information	

Name of programme or project	WHO, WIPO and WTO Symposium on "COVID-19 Pandemic: Response, Preparedness, Resilience"
Date and end date	16 December 2022 - 16 December 2022
Beneficiary Member(s) or observer(s)	Afghanistan; Albania; Angola; Antigua and Barbuda; Argentina; Armenia; Australia; Austria; Kingdom of Bahrain; Bangladesh; Barbados; Belgium; Belize; Benin; Plurinational State of Bolivia; Botswana; Brazil; Brunei Darussalam; Bulgaria; Burkina Faso; Burundi; Cabo Verde; Cambodia; Cameroon; Canada; Central African Republic; Chad; Chile; China; Colombia; Congo; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Croatia; Cuba; Cyprus; Czech Republic; Democratic Republic of the Congo; Denmark; Djibouti; Dominica; Dominican Republic; Ecuador; Egypt; El Salvador; Estonia; Eswatini; European Union; Fiji; Finland; France; Gabon; The Gambia; Georgia; Germany; Ghana; Greece; Grenada; Guatemala; Guinea; Guinea-Bissau; Guyana; Haiti; Honduras; Hong Kong, China; Hungary; Iceland; India; Indonesia; Ireland; Israel; Italy; Jamaica; Japan; Jordan; Kazakhstan; Kenya; Republic of Korea; the State of Kuwait; Kyrgyz Republic; Lao People's Democratic Republic; Latvia; Lesotho; Liberia; Liechtenstein; Lithuania; Luxembourg; Macao, China; Madagascar; Malawi; Malaysia; Maldives; Mali; Malta; Mauritania; Mauritius; Mexico; Republic of Moldova; Mongolia; Montenegro; Morocco; Mozambique; Myanmar; Namibia; Nepal; Netherlands; New Zealand; Nicaragua; Niger; Nigeria; North Macedonia; Norway; Oman; Pakistan; Panama; Papua New Guinea; Paraguay; Peru; Philippines; Poland; Portugal; Qatar; Romania; Russian Federation; Rwanda; Saint Kitts and Nevis; Saint Lucia; Saint Vincent and the Grenadines; Samoa; Kingdom of Saudi Arabia; Senegal; Seychelles; Sierra Leone; Singapore; Slovak Republic; Slovenia; Solomon Islands; South Africa; Spain; Sri Lanka; Suriname; Sweden; Switzerland; The Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu; Tajikistan; Tanzania; Thailand; Togo; Tonga; Trinidad and Tobago; Tunisia; Türkiye; Uganda; Ukraine; United Arab Emirates; United Kingdom; United States of America; Uruguay; Vanuatu; Bolivarian Republic of Venezuela; Viet Nam; Yemen; Zambia; Zimbabwe
Brief description	The Symposium was the ninth in a series of joint technical symposia convened by the three organizations. The objective of the Symposium was to examine key challenges of the COVID-19 pandemic experienced within the frameworks of health, trade and intellectual property (IP) and to discuss the way forward to build resilience to be better prepared for future pandemics. This event was held in hybrid format at the WIPO headquarters.
Beneficiary institution or audience	
Technical cooperation provider(s)	WHO, WIPO, WTO
Outputs or impact	
Website for further information	https://www.wipo.int/meetings/en/details.jsp?meeting_id=72248
Contact point for further information	

Name of programme or project	WHO, WIPO, WTO Webinar on "Technology Transfer from the Perspectives of Practitioners"
Date and end date	27 June 2023 – 27 June 2023
Beneficiary Member(s) or observer(s)	Afghanistan; Albania; Algeria; Andorra; Angola; Antigua and Barbuda; Argentina; Armenia; Australia; Austria; Azerbaijan; Bahamas; Kingdom of Bahrain; Bangladesh; Barbados; Belarus; Belgium; Belize; Benin; Bhutan; Plurinational State of Bolivia; Bosnia and Herzegovina; Botswana; Brazil; Brunei Darussalam; Bulgaria; Burkina Faso; Burundi; Cabo Verde; Cambodia; Cameroon; Canada; Central African Republic; Chad; Chile; China; Colombia; Comoros; Congo; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Croatia; Cuba; Curaçao; Cyprus; Czech Republic; Democratic Republic of the Congo; Denmark; Djibouti; Dominica; Dominican Republic; Ecuador; Egypt; El Salvador; Equatorial Guinea; Estonia; Eswatini; Ethiopia; Fiji; Finland; France; Gabon; The Gambia; Georgia; Germany; Ghana; Greece; Grenada; Guatemala; Guinea; Guinea-Bissau; Guyana; Haiti; Holy See; Honduras; Hong Kong, China; Hungary; Iceland; India; Indonesia; Iran; Iraq; Ireland; Israel; Italy; Jamaica; Japan; Jordan; Kazakhstan; Kenya; Republic of Korea; the State of Kuwait; Kyrgyz Republic; Lao People's Democratic Republic; Latvia; Lebanese Republic; Lesotho; Liberia; Libya; Liechtenstein; Lithuania; Luxembourg; Macao, China; Madagascar; Malawi; Malaysia; Maldives; Mali; Malta; Mauritania; Mauritius; Mexico; Republic of Moldova; Mongolia; Montenegro; Morocco; Mozambique; Myanmar; Namibia; Nepal; Netherlands; New Zealand; Nicaragua; Niger; Nigéria; North Macedonia; Norway; Oman; Pakistan; Panama; Papua New Guinea; Paraguay; Peru; Philippines; Poland; Portugal; Qatar; Romania; Russian Federation; Rwanda; Saint Kitts and Nevis; Saint Lucia; Saint Vincent and the Grenadines; Samoa; Sao Tomé and Príncipe; Kingdom of Saudi Arabia; Senegal; Serbia; Seychelles; Sierra Leone; Singapore; Slovak Republic; Slovenia; Solomon Islands; Somalia; South Africa; South Sudan; Spain; Sri Lanka; Sudan; Suriname; Sweden; Switzerland; Syrian Arab Republic; The Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu; Tajikistan; Tanzania; Thailand; Timor-Leste; Togo; Tonga; Trinidad and Tobago; Tunisia; Türkiye; Turkmenistan; Uganda; Ukraine; United Arab Emirates; United Kingdom; United States of America; Uruguay; Uzbekistan; Vanuatu; Bolivarian Republic of Venezuela; Viet Nam; Yemen; Zambia; Zimbabwe
Brief description	This practical capacity-building webinar was the fourth in the series of trilateral workshops and it drew from the experience and perspectives of technology transfer practitioners working on the ground.
Beneficiary institution or audience	
Technical cooperation provider(s)	WHO, WIPO, WTO
Outputs or impact	The purpose of the webinar was to strengthen the capacity of policymakers and experts to achieve equitable access to COVID-19 health technologies and to be better prepared for future pandemics.
Website for further information	https://cdn.who.int/media/docs/default-source/essential-medicines/intellectual-property/trilateral-webinar-on-technology-transfer-programme-27june2023.pdf?sfvrsn=cec74276_1
Contact point for further information	

Name of programme or project	License by Medigen Vaccine Biologics Corp. under the auspices of WHO COVID-19 Technology Access Pool
Date and end date	18 July 2023
Beneficiary Member(s) or observer(s)	Afghanistan; Albania; Angola; Antigua and Barbuda; Argentina; Armenia; Australia; Austria; Kingdom of Bahrain; Bangladesh; Barbados; Belgium; Belize; Benin; Plurinational State of Bolivia; Botswana; Brazil; Brunei Darussalam; Bulgaria; Burkina Faso; Burundi; Cabo Verde; Cambodia; Cameroon; Canada; Central African Republic; Chad; Chile; China; Colombia; Congo; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Croatia; Cuba; Cyprus; Czech Republic; Democratic Republic of the Congo; Denmark; Djibouti; Dominica; Dominican Republic; Ecuador; Egypt; El Salvador; Estonia; Eswatini; European Union; Fiji; Finland; France; Gabon; The Gambia; Georgia; Germany; Ghana; Greece; Grenada; Guatemala; Guinea; Guinea-Bissau; Guyana; Haiti; Honduras; Hong Kong, China; Hungary; Iceland; India; Indonesia; Ireland; Israel; Italy; Jamaica; Japan; Jordan; Kazakhstan; Kenya; Republic of Korea; the State of Kuwait; Kyrgyz Republic; Lao People's Democratic Republic; Latvia; Lesotho; Liberia; Liechtenstein; Lithuania; Luxembourg; Macao, China; Madagascar; Malawi; Malaysia; Maldives; Mali; Malta; Mauritania; Mauritius; Mexico; Republic of Moldova; Mongolia; Montenegro; Morocco; Mozambique; Myanmar; Namibia; Nepal; Netherlands; New Zealand; Nicaragua; Niger; Nigéria; North Macedonia; Norway; Oman; Pakistan; Panama; Papua New Guinea; Paraguay; Peru; Philippines; Poland; Portugal; Qatar; Romania; Russian Federation; Rwanda; Saint Kitts and Nevis; Saint Lucia; Saint Vincent and the Grenadines; Samoa; Kingdom of Saudi Arabia; Senegal; Seychelles; Sierra Leone; Singapore; Slovak Republic; Slovenia; Solomon Islands; South Africa; Spain; Sri Lanka; Suriname; Sweden; Switzerland; The Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu; Tajikistan; Tanzania; Thailand; Togo; Tonga; Trinidad and Tobago; Tunisia; Türkiye; Uganda; Ukraine; United Arab Emirates; United Kingdom; United States of America; Uruguay; Vanuatu; Bolivarian Republic of Venezuela; Viet Nam; Yemen; Zambia; Zimbabwe
Brief description	Under the auspices of C-TAP, the Medicines Patent Pool signed a worldwide license with Medigen Vaccine Biologics Corp. for a COVID-19 vaccine based on the COVID-19 spike protein sequence that it licensed from the US National Institutes of Health (NIH).
Beneficiary institution or audience	Medicines Patent Pool, manufacturers of COVID-19 health products
Technical cooperation provider(s)	WHO
Outputs or impact	This is the first transparent, global, non-exclusive license for a COVID-19 vaccine and the first health technology developed by a private company and included in C-TAP.
Website for further information	https://www.who.int/initiatives/covid-19-technology-access-pool/medigen-license-to-c-tap
Contact point for further information	

Name of programme or project	License by the Spanish National Research Council (CSIC) under the auspices of WHO COVID-19 Technology Access Pool
Date and end date	18 July 2023
Beneficiary Member(s) or observer(s)	Afghanistan; Albania; Algeria; Andorra; Angola; Antigua and Barbuda; Argentina; Armenia; Australia; Austria; Azerbaijan; Bahamas; Kingdom of Bahrain; Bangladesh; Barbados; Belarus; Belgium; Belize; Benin; Bhutan; Plurinational State of Bolivia; Bosnia and Herzegovina; Botswana; Brazil; Brunei Darussalam; Bulgaria; Burkina Faso; Burundi; Cabo Verde; Cambodia; Cameroon; Canada; Central African Republic; Chad; Chile; China; Colombia; Comoros; Congo; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Croatia; Cuba; Curaçao; Cyprus; Czech Republic; Democratic Republic of the Congo; Denmark; Djibouti; Dominica; Dominican Republic; Ecuador; Egypt; El Salvador; Equatorial Guinea; Estonia; Eswatini; Ethiopia; European Union; Fiji; Finland; France; Gabon; The Gambia; Georgia; Germany; Ghana; Greece; Grenada; Guatemala; Guinea; Guinea-Bissau; Guyana; Haiti; Holy See; Honduras; Hong Kong, China; Hungary; Iceland; India; Indonesia; Iran; Iraq; Ireland; Israel; Italy; Jamaica; Japan; Jordan; Kazakhstan; Kenya; Republic of Korea; the State of Kuwait; Kyrgyz Republic; Lao People's Democratic Republic; Latvia; Lebanese Republic; Lesotho; Liberia; Libya; Liechtenstein; Lithuania; Luxembourg; Macao, China; Madagascar; Malawi; Malaysia; Maldives; Mali; Malta; Mauritania; Mauritius; Mexico; Republic of Moldova; Mongolia; Montenegro; Morocco; Mozambique; Myanmar; Namibia; Nepal; Netherlands; New Zealand; Nicaragua; Niger; Nigéria; North Macedonia; Norway; Oman; Pakistan; Panama; Papua New Guinea; Paraguay; Peru; Philippines; Poland; Portugal; Qatar; Romania; Russian Federation; Rwanda; Saint Kitts and Nevis; Saint Lucia; Saint Vincent and the Grenadines; Samoa; Sao Tomé and Príncipe; Kingdom of Saudi Arabia; Senegal; Serbia; Seychelles; Sierra Leone; Singapore; Slovak Republic; Slovenia; Solomon Islands; Somalia; South Africa; South Sudan; Spain; Sri Lanka; Sudan; Suriname; Sweden; Switzerland; Syrian Arab Republic; The Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu; Tajikistan; Tanzania; Thailand; Timor-Leste; Togo; Tonga; Trinidad and Tobago; Tunisia; Türkiye; Turkmenistan; Uganda; Ukraine; United Arab Emirates; United Kingdom; United States of America; Uruguay; Uzbekistan; Vanuatu; Bolivarian Republic of Venezuela; Viet Nam; Yemen; Zambia; Zimbabwe
Brief description	Under the auspices of C-TAP, the Medicines Patent Pool signed a worldwide license with the Spanish National Research Council (CSIC) for a COVID-19 vaccine consisting of a Modified Vaccinia Virus Ankara (MVA) vector expressing a full-length prefusion-stabilized SARS-CoV-2 spike protein and called MVA-CoV2-S(3P).
Beneficiary institution or audience	Medicines Patent Pool, manufacturers of COVID-19 health products
Technical cooperation provider(s)	WHO
Outputs or impact	This is the second technology developed by CSIC and included in C-TAP.
Website for further information	https://www.who.int/initiatives/covid-19-technology-access-pool/csic-license-to-c-tap
Contact point for further information	

Name of programme or project	License by University of Chile under the auspices of the WHO COVID-19 Technology Access Pool
Date and end date	18 July 2023
Beneficiary Member(s) or observer(s)	Afghanistan; Albania; Algeria; Andorra; Angola; Antigua and Barbuda; Argentina; Armenia; Australia; Austria; Azerbaijan; Bahamas; Kingdom of Bahrain; Bangladesh; Barbados; Belarus; Belgium; Belize; Benin; Bhutan; Plurinational State of Bolivia; Bosnia and Herzegovina; Botswana; Brazil; Brunei Darussalam; Bulgaria; Burkina Faso; Burundi; Cabo Verde; Cambodia; Cameroon; Canada; Central African Republic; Chad; Chile; China; Colombia; Comoros; Congo; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Croatia; Cuba; Curaçao; Cyprus; Czech Republic; Democratic Republic of the Congo; Denmark; Djibouti; Dominica; Dominican Republic; Ecuador; Egypt; El Salvador; Equatorial Guinea; Estonia; Eswatini; Ethiopia; European Union; Fiji; Finland; France; Gabon; The Gambia; Georgia; Germany; Ghana; Greece; Grenada; Guatemala; Guinea; Guinea-Bissau; Guyana; Haiti; Holy See; Honduras; Hong Kong, China; Hungary; Iceland; India; Indonesia; Iran; Iraq; Ireland; Israel; Italy; Jamaica; Japan; Jordan; Kazakhstan; Kenya; Republic of Korea; the State of Kuwait; Kyrgyz Republic; Lao People's Democratic Republic; Latvia; Lebanese Republic; Lesotho; Liberia; Libya; Liechtenstein; Lithuania; Luxembourg; Macao, China; Madagascar; Malawi; Malaysia; Maldives; Mali; Malta; Mauritania; Mauritius; Mexico; Republic of Moldova; Mongolia; Montenegro; Morocco; Mozambique; Myanmar; Namibia; Nepal; Netherlands; New Zealand; Nicaragua; Niger; Nigéria; North Macedonia; Norway; Oman; Pakistan; Panama; Papua New Guinea; Paraguay; Peru; Philippines; Poland; Portugal; Qatar; Romania; Russian Federation; Rwanda; Saint Kitts and Nevis; Saint Lucia; Saint Vincent and the Grenadines; Samoa; Sao Tomé and Príncipe; Kingdom of Saudi Arabia; Senegal; Serbia; Seychelles; Sierra Leone; Singapore; Slovak Republic; Slovenia; Solomon Islands; Somalia; South Africa; South Sudan; Spain; Sri Lanka; Sudan; Suriname; Sweden; Switzerland; Syrian Arab Republic; The Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu; Tajikistan; Tanzania; Thailand; Timor-Leste; Togo; Tonga; Trinidad and Tobago; Tunisia; Türkiye; Turkmenistan; Uganda; Ukraine; United Arab Emirates; United Kingdom; United States of America; Uruguay; Uzbekistan; Vanuatu; Bolivarian Republic of Venezuela; Viet Nam; Yemen; Zambia; Zimbabwe
Brief description	Under the auspices of C-TAP, the Medicines Patent Pool signed a worldwide license with the University of Chile for a system for quantification of neutralizing antibodies (NABs) against SARS-CoV-2.
Beneficiary institution or audience	Medicines Patent Pool, manufacturers of COVID-19 health products
Technical cooperation provider(s)	WHO
Outputs or impact	The agreement covers transfer of all know-how, protocols and biological materials needed to manufacture the diagnostic test.
Website for further information	https://www.who.int/initiatives/covid-19-technology-access-pool/university-of-chile-license-to-c-tap
Contact point for further information	

Name of programme or project	WHO Technology Access Pool Database
Date and end date	29 August 2023
Beneficiary Member(s) or observer(s)	Afghanistan; Albania; Algeria; Andorra; Angola; Antigua and Barbuda; Argentina; Armenia; Australia; Austria; Azerbaijan; Bahamas; Kingdom of Bahrain; Bangladesh; Barbados; Belarus; Belgium; Belize; Benin; Bhutan; Plurinational State of Bolivia; Bosnia and Herzegovina; Botswana; Brazil; Brunei Darussalam; Bulgaria; Burkina Faso; Burundi; Cabo Verde; Cambodia; Cameroon; Canada; Central African Republic; Chad; Chile; China; Colombia; Comoros; Congo; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Croatia; Cuba; Curaçao; Cyprus; Czech Republic; Democratic Republic of the Congo; Denmark; Djibouti; Dominica; Dominican Republic; Ecuador; Egypt; El Salvador; Equatorial Guinea; Estonia; Eswatini; Ethiopia; European Union; Fiji; Finland; France; Gabon; The Gambia; Georgia; Germany; Ghana; Greece; Grenada; Guatemala; Guinea; Guinea-Bissau; Guyana; Haiti; Holy See; Honduras; Hong Kong, China; Hungary; Iceland; India; Indonesia; Iran; Iraq; Ireland; Israel; Italy; Jamaica; Japan; Jordan; Kazakhstan; Kenya; Republic of Korea; the State of Kuwait; Kyrgyz Republic; Lao People's Democratic Republic; Latvia; Lebanese Republic; Lesotho; Liberia; Libya; Liechtenstein; Lithuania; Luxembourg; Macao, China; Madagascar; Malawi; Malaysia; Maldives; Mali; Malta; Mauritania; Mauritius; Mexico; Republic of Moldova; Mongolia; Montenegro; Morocco; Mozambique; Myanmar; Namibia; Nepal; Netherlands; New Zealand; Nicaragua; Niger; Nigéria; North Macedonia; Norway; Oman; Pakistan; Panama; Papua New Guinea; Paraguay; Peru; Philippines; Poland; Portugal; Qatar; Romania; Russian Federation; Rwanda; Saint Kitts and Nevis; Saint Lucia; Saint Vincent and the Grenadines; Samoa; Sao Tomé and Príncipe; Kingdom of Saudi Arabia; Senegal; Serbia; Seychelles; Sierra Leone; Singapore; Slovak Republic; Slovenia; Solomon Islands; Somalia; South Africa; South Sudan; Spain; Sri Lanka; Sudan; Suriname; Sweden; Switzerland; Syrian Arab Republic; The Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu; Tajikistan; Tanzania; Thailand; Timor-Leste; Togo; Tonga; Trinidad and Tobago; Tunisia; Türkiye; Turkmenistan; Uganda; Ukraine; United Arab Emirates; United Kingdom; United States of America; Uruguay; Uzbekistan; Vanuatu; Bolivarian Republic of Venezuela; Viet Nam; Yemen; Zambia; Zimbabwe
Brief description	The WHO Technology Access Pool Database provides wide-ranging information on selected therapeutics, diagnostics, vaccines and other health products to tackle COVID-19 and other endemic diseases. This publicly available database includes information on clinical trials, patents and licensing, manufacturers, and regulatory status of key health products for informed decision-making.
Beneficiary institution or audience	WHO member States, procurement agencies, manufacturers of health products, academics, and other public health actors
Technical cooperation provider(s)	WHO
Outputs or impact	The database will support efforts for sharing of intellectual property, knowledge and data through public health-driven voluntary, non-exclusive and transparent licenses.
Website for further information	https://tap-database.who.int
Contact point for further information	

Name of programme or project	Study on "Strategies to facilitate sharing of technology and knowledge".
Date and end date	3 October 2023
Beneficiary Member(s) or observer(s)	Afghanistan; Albania; Algeria; Andorra; Angola; Antigua and Barbuda; Argentina; Armenia; Australia; Austria; Azerbaijan; Bahamas; Kingdom of Bahrain; Bangladesh; Barbados; Belarus; Belgium; Belize; Benin; Bhutan; Plurinational State of Bolivia; Bosnia and Herzegovina; Botswana; Brazil; Brunei Darussalam; Bulgaria; Burkina Faso; Burundi; Cabo Verde; Cambodia; Cameroon; Canada; Central African Republic; Chad; Chile; China; Colombia; Comoros; Congo; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Croatia; Cuba; Curaçao; Cyprus; Czech Republic; Democratic Republic of the Congo; Denmark; Djibouti; Dominica; Dominican Republic; Ecuador; Egypt; El Salvador; Equatorial Guinea; Estonia; Eswatini; Ethiopia; European Union; Fiji; Finland; France; Gabon; The Gambia; Georgia; Germany; Ghana; Greece; Grenada; Guatemala; Guinea; Guinea-Bissau; Guyana; Haiti; Holy See; Honduras; Hong Kong, China; Hungary; Iceland; India; Indonesia; Iran; Iraq; Ireland; Israel; Italy; Jamaica; Japan; Jordan; Kazakhstan; Kenya; Republic of Korea; the State of Kuwait; Kyrgyz Republic; Lao People's Democratic Republic; Latvia; Lebanese Republic; Lesotho; Liberia; Libya; Liechtenstein; Lithuania; Luxembourg; Macao, China; Madagascar; Malawi; Malaysia; Maldives; Mali; Malta; Mauritania; Mauritius; Mexico; Republic of Moldova; Mongolia; Montenegro; Morocco; Mozambique; Myanmar; Namibia; Nepal; Netherlands; New Zealand; Nicaragua; Niger; Nigéria; North Macedonia; Norway; Oman; Pakistan; Panama; Papua New Guinea; Paraguay; Peru; Philippines; Poland; Portugal; Qatar; Romania; Russian Federation; Rwanda; Saint Kitts and Nevis; Saint Lucia; Saint Vincent and the Grenadines; Samoa; Sao Tomé and Príncipe; Kingdom of Saudi Arabia; Senegal; Serbia; Seychelles; Sierra Leone; Singapore; Slovak Republic; Slovenia; Solomon Islands; Somalia; South Africa; South Sudan; Spain; Sri Lanka; Sudan; Suriname; Sweden; Switzerland; Syrian Arab Republic; The Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu; Tajikistan; Tanzania; Thailand; Timor-Leste; Togo; Tonga; Trinidad and Tobago; Tunisia; Türkiye; Turkmenistan; Uganda; Ukraine; United Arab Emirates; United Kingdom; United States of America; Uruguay; Uzbekistan; Vanuatu; Bolivarian Republic of Venezuela; Viet Nam; Yemen; Zambia; Zimbabwe
Brief description	The WHO secretariat administered a questionnaire for member States to identify legislation, regulations, guidelines and procedures that can be amended or introduced to encourage sharing of health technologies. The study summarizes responses from member States and analyzes possible measures that may be implemented at the country level to encourage participation of technology holders in C-TAP.
Beneficiary institution or audience	
Technical cooperation provider(s)	WHO
Outputs or impact	This study is aimed at promoting engagement of technology holders with C-TAP to share essential health technologies for global equitable access. The discussion contained in the study is intended to inform all actors involved in the process of introducing or amending legislations, regulations, guidelines, and procedures to implement incentives for voluntary transfer of critical health technologies to reduce the dire effects of health emergencies globally.
Website for further information	https://www.who.int/southeastasia/publications/i/item/9789240073951
Contact point for further information	

Name of programme or project	Briefing Document on "Improving access to novel COVID-19 treatments"
Date and end date	11 April 2023
Beneficiary Member(s) or observer(s)	Afghanistan; Albania; Algeria; Andorra; Angola; Antigua and Barbuda; Argentina; Armenia; Australia; Austria; Azerbaijan; Bahamas; Kingdom of Bahrain; Bangladesh; Barbados; Belarus; Belgium; Belize; Benin; Bhutan; Plurinational State of Bolivia; Bosnia and Herzegovina; Botswana; Brazil; Brunei Darussalam; Bulgaria; Burkina Faso; Burundi; Cabo Verde; Cambodia; Cameroon; Canada; Central African Republic; Chad; Chile; China; Colombia; Comoros; Congo; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Croatia; Cuba; Curaçao; Cyprus; Czech Republic; Democratic Republic of the Congo; Denmark; Djibouti; Dominica; Dominican Republic; Ecuador; Egypt; El Salvador; Equatorial Guinea; Estonia; Eswatini; Ethiopia; European Union; Fiji; Finland; France; Gabon; The Gambia; Georgia; Germany; Ghana; Greece; Grenada; Guatemala; Guinea; Guinea-Bissau; Guyana; Haiti; Holy See; Honduras; Hong Kong, China; Hungary; Iceland; India; Indonesia; Iran; Iraq; Ireland; Israel; Italy; Jamaica; Japan; Jordan; Kazakhstan; Kenya; Republic of Korea; the State of Kuwait; Kyrgyz Republic; Lao People's Democratic Republic; Latvia; Lebanese Republic; Lesotho; Liberia; Libya; Liechtenstein; Lithuania; Luxembourg; Macao, China; Madagascar; Malawi; Malaysia; Maldives; Mali; Malta; Mauritania; Mauritius; Mexico; Republic of Moldova; Mongolia; Montenegro; Morocco; Mozambique; Myanmar; Namibia; Nepal; Netherlands; New Zealand; Nicaragua; Niger; Nigéria; North Macedonia; Norway; Oman; Pakistan; Panama; Papua New Guinea; Paraguay; Peru; Philippines; Poland; Portugal; Qatar; Romania; Russian Federation; Rwanda; Saint Kitts and Nevis; Saint Lucia; Saint Vincent and the Grenadines; Samoa; Sao Tomé and Príncipe; Kingdom of Saudi Arabia; Senegal; Serbia; Seychelles; Sierra Leone; Singapore; Slovak Republic; Slovenia; Solomon Islands; Somalia; South Africa; South Sudan; Spain; Sri Lanka; Sudan; Suriname; Sweden; Switzerland; Syrian Arab Republic; The Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu; Tajikistan; Tanzania; Thailand; Timor-Leste; Togo; Tonga; Trinidad and Tobago; Tunisia; Türkiye; Turkmenistan; Uganda; Ukraine; United Arab Emirates; United Kingdom; United States of America; Uruguay; Uzbekistan; Vanuatu; Bolivarian Republic of Venezuela; Viet Nam; Yemen; Zambia; Zimbabwe
Brief description	The document explains some of the legal instruments that WHO member States can use to promote public health and access to COVID 19 therapeutics in the framework of their multilateral trade obligations and rights, and according to their national legislation and level of development.
Beneficiary institution or audience	WHO member States
Technical cooperation provider(s)	WHO, Unitaid
Outputs or impact	It is intended to support countries dealing with challenges at the intersection of public health and intellectual property, to increase access to novel COVID-19 therapeutics and to facilitate alternative and more affordable sourcing of such treatments, where possible.
Website for further information	https://www.who.int/publications/m/item/improving-accessto-novel-covid-19treatments
Contact point for further information	

Name of programme or project	Establishment of a global training hub in biomanufacturing
Date and end date	26 May 2023
Beneficiary Member(s) or observer(s)	Afghanistan; Albania; Algeria; Andorra; Angola; Antigua and Barbuda; Argentina; Armenia; Australia; Austria; Azerbaijan; Bahamas; Kingdom of Bahrain; Bangladesh; Barbados; Belarus; Belgium; Belize; Benin; Bhutan; Plurinational State of Bolivia; Bosnia and Herzegovina; Botswana; Brazil; Brunei Darussalam; Bulgaria; Burkina Faso; Burundi; Cabo Verde; Cambodia; Cameroon; Canada; Central African Republic; Chad; Chile; China; Colombia; Comoros; Congo; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Croatia; Cuba; Curaçao; Cyprus; Czech Republic; Democratic Republic of the Congo; Denmark; Djibouti; Dominica; Dominican Republic; Ecuador; Egypt; El Salvador; Equatorial Guinea; Estonia; Eswatini; Ethiopia; European Union; Fiji; Finland; France; Gabon; The Gambia; Georgia; Germany; Ghana; Greece; Grenada; Guatemala; Guinea; Guinea-Bissau; Guyana; Haiti; Holy See; Honduras; Hong Kong, China; Hungary; Iceland; India; Indonesia; Iran; Iraq; Ireland; Israel; Italy; Jamaica; Japan; Jordan; Kazakhstan; Kenya; Republic of Korea; the State of Kuwait; Kyrgyz Republic; Lao People's Democratic Republic; Latvia; Lebanese Republic; Lesotho; Liberia; Libya; Liechtenstein; Lithuania; Luxembourg; Macao, China; Madagascar; Malawi; Malaysia; Maldives; Mali; Malta; Mauritania; Mauritius; Mexico; Republic of Moldova; Mongolia; Montenegro; Morocco; Mozambique; Myanmar; Namibia; Nepal; Netherlands; New Zealand; Nicaragua; Niger; Nigéria; North Macedonia; Norway; Oman; Pakistan; Panama; Papua New Guinea; Paraguay; Peru; Philippines; Poland; Portugal; Qatar; Romania; Russian Federation; Rwanda; Saint Kitts and Nevis; Saint Lucia; Saint Vincent and the Grenadines; Samoa; Sao Tomé and Príncipe; Kingdom of Saudi Arabia; Senegal; Serbia; Seychelles; Sierra Leone; Singapore; Slovak Republic; Slovenia; Solomon Islands; Somalia; South Africa; South Sudan; Spain; Sri Lanka; Sudan; Suriname; Sweden; Switzerland; Syrian Arab Republic; The Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu; Tajikistan; Tanzania; Thailand; Timor-Leste; Togo; Tonga; Trinidad and Tobago; Tunisia; Türkiye; Turkmenistan; Uganda; Ukraine; United Arab Emirates; United Kingdom; United States of America; Uruguay; Uzbekistan; Vanuatu; Bolivarian Republic of Venezuela; Viet Nam; Yemen; Zambia; Zimbabwe
Brief description	In May 2023, WHO and the Republic of Korea signed a Memorandum of Understanding to establish a global training hub in biomanufacturing. This global training centre will serve all low- and middle-income countries (LMICs) to produce biologicals, such as vaccines, insulin, monoclonal antibodies, and cancer medicines.
Beneficiary institution or audience	WHO member States
Technical cooperation provider(s)	WHO
Outputs or impact	This initiative will contribute to building a skilled workforce with unique competencies required in bioproduction. The global bio-manufacturing training hub will complement the trainings delivered by the mRNA vaccine technology transfer hub in South Africa.
Website for further information	https://www.who.int/news/item/26-05-2023-WHO-and-Republic-of-Korea-sign-landmark-agreement-to-boost-biomanufacturing-capacity#:~:text=WHO%20and%20the%20Republic%20of,monoclonal%20antibodies%2C%20and%20cancer%20medicines
Contact point for further information	